

Recherches sociographiques



Denis GOULET, *Histoire de la Faculté de médecine de l'Université de Montréal (1843-1893)*

Raymond Duchesne

Volume 36, Number 3, 1995

Science et société

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/056997ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/056997ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (print)

1705-6225 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Duchesne, R. (1995). Review of [Denis GOULET, *Histoire de la Faculté de médecine de l'Université de Montréal (1843-1893)*]. *Recherches sociographiques*, 36(3), 609–611. <https://doi.org/10.7202/056997ar>

Tous droits réservés © Recherches sociographiques, Université Laval, 1995

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

un certain point, l'histoire du Québec. Citons notamment l'importance des Montréalais au sein de l'association et les tensions que cela suscite, l'évolution de la notion de «Canada français» et le contexte politique qu'elle reflète, les relations entre science et religion, la question de la langue des activités scientifiques et du statut de la langue française, l'apparition et la croissance de l'effectif féminin en sciences, l'évolution de la participation du Québec aux programmes de financement de la recherche des organismes fédéraux, la disparité entre les universités québécoises et les autres universités canadiennes, le partage des compétences fédérale et provinciales en matière de recherche. L'ampleur des questions fait que l'ouvrage n'intéressera pas que quelques spécialistes, car il dévoile tout un pan de notre histoire intellectuelle.

Marie-Josée LEGAULT

Télé-université.

Denis GOULET, *Histoire de la Faculté de médecine de l'Université de Montréal (1843-1893)*, Montréal, VLB Éditeur, 1993, 502 p.

Décidément, nous sommes vraiment une société distincte. La Faculté de médecine de l'Université de Montréal célèbre son cent cinquantième anniversaire en 1993. Au Canada anglais ou chez nos voisins du Sud, on aurait profité d'une telle occasion pour lancer un ouvrage grand format sur papier glacé, truffé de photographies et de réminiscences, généreusement commandité par les compagnies pharmaceutiques et vendu à prix d'or aux *alumni*. Au lieu de quoi, les organisateurs de la fête ont invité un jeune historien à écrire une histoire sérieuse, scientifique de la plus ancienne école de médecine du Canada français. Au passage, saluons-les et félicitons-les d'avoir préféré l'œuvre durable aux éphémérides.

Denis Goulet, qui s'est déjà distingué dans le petit groupe de ceux qui sont en train de renouveler l'histoire de la médecine au Québec, a dû abattre un travail considérable. Comme on s'en doute, les cent cinquante ans qui séparent la petite école de médecine de l'opulente Faculté d'aujourd'hui — la deuxième au Canada et la sixième en Amérique du Nord pour le nombre des étudiants —, ont été fertiles en événements. Née sous le nom d'École de médecine et de chirurgie de Montréal pour faire pièce au monopole que détenait l'Université McGill sur la formation des médecins depuis 1829, l'École a assez vite affirmé son caractère catholique et français. Cela, cependant, ne la mit pas à l'abri de la concurrence que l'Université Laval vint lui livrer à Montréal même, grâce à une succursale ouverte avec la bénédiction du Saint-Siège. La guerre des deux écoles, qui fit rage de 1877 à 1891, à grands renforts de bulles papales, de rescrits et même d'excommunications — on ne plaisantait pas en ce temps-là avec l'autorité de nosseigneurs les évêques — ne fit pas grand-chose pour améliorer les études médicales, mais passionna nos gens de Montréal et de Québec. Un mariage de raison en 1891, lui aussi béni par Rome, mit fin aux hostilités et ramena à l'ordre du jour la réforme de l'enseignement et de la pratique médicale, juste à temps pour accueillir le message pasteurien que rapportait d'Europe une poignée de jeunes médecins. En 1920, lors de la création de l'Université de Montréal, l'École devint sans trop faire de manières la Faculté de médecine de l'institution montréalaise.

Pour cette première partie de l'histoire de la Faculté, Goulet pouvait s'appuyer sur une bonne base de travaux historiques. Au-delà, il a dû tracer son propre chemin. Pour ne pas se perdre, il a choisi de construire l'ouvrage autour de quelques grands thèmes: l'évolution des programmes d'enseignement, les étudiants, les professeurs, les hôpitaux universitaires et les instituts affiliés, les bâtiments qui ont abrité successivement l'École et la Faculté, l'essor de la recherche. L'image qu'on en retient est celle d'une institution qui a mis du temps à se trouver et à trouver en elle-même la capacité de s'adapter au changement. Le programme des études médicales ne se transforme que sous les pressions de l'extérieur: celles du Rockefeller Institute, de la Fondation Carnegie ou de l'American Medical Association. Encore en 1964, les autorités de la Faculté ne se résignent à modifier le cycle des études que sous la menace de perdre l'agrément de l'American Association of Medical Colleges — l'équivalent d'une excommunication! Le corps professoral se développe à un rythme géologique: le premier professeur à plein temps est engagé en 1916; en 1942, ils ne sont encore que 7 à plein temps, contre 168 à temps partiel, et le doyen lui-même n'est à son poste que trois avant-midi par semaine, y compris le samedi matin de 10 heures à 11 heures. Trop longtemps, les cours sont donnés dans des bâtiments vétustes du Quartier latin, tout imprégnés de l'arôme *sui generis* des salles de dissection. Le projet d'un hôpital universitaire, pour lequel Ernest Cormier a tracé des plans dès 1928, ne verra jamais le jour malgré les efforts répétés et épuisants des autorités de la Faculté. La chose explique en partie la prolifération des instituts spécialisés, les cadres étroits de la Faculté ne pouvant convenir à des entrepreneurs scientifiques comme Armand Frappier, Hans Selye, Jacques Genest ou Paul David.

Ce n'est qu'à la faveur de la Révolution tranquille que la Faculté moderne prend véritablement son essor. En marge de la double réforme de l'enseignement supérieur et du système de santé, la Faculté adopte tout un train de mesures qui favorisent les nouvelles approches pédagogiques, la recherche et les études post-doctorales. L'auteur ne manque pas d'insister sur le fait que le contexte financier dans lequel œuvre la Faculté s'est trouvé considérablement amélioré par les politiques d'Ottawa et de Québec relatives à la recherche et à l'enseignement universitaire: alors que le budget de la Faculté atteignait à peine le million de dollars en 1960, il passe à trente-cinq millions en 1979, puis à près de soixante-quinze millions en 1991, pour la recherche seulement.

Goulet est sans complaisance pour son objet. Les résistances de certains professeurs de la Faculté aux idées pasteurienues sont dûment notées, de même que quelques épisodes déplaisants où l'antisémitisme ambiant des années trente a conduit à l'exclusion de médecins et d'étudiants juifs. On nous rappelle également que les rangs de la profession ont tardé à s'ouvrir aux femmes, mais il faut noter, à cet égard, que la Faculté de l'Université de Montréal montre aujourd'hui la voie: en 1991, les femmes représentaient 60% des admis et des diplômés, ce qui est nettement au-dessus de la moyenne canadienne. L'auteur analyse également avec beaucoup de finesse le long attachement des médecins du Canada français au modèle de formation clinique qui faisait la réputation de la médecine française d'avant-guerre. En dépit de la valeur de cette école, il fallait bien concéder l'avantage au modèle de formation plus scientifique développé à Johns Hopkins et à Harvard, ne serait-ce qu'en raison du poids des organisations philanthropiques américaines et de l'hégémonie scientifique des États-Unis. Pour avoir trop tardé à le comprendre, les autorités de la Faculté de l'Université de Montréal se sont bien souvent vues obligées de défendre auprès de leurs collègues canadiens et américains une tradition médicale dépassée.

Quelques reproches maintenant, qui s'adressent d'ailleurs peut-être moins à l'auteur qu'à l'éditeur. Les reproductions photographiques sont sans grand intérêt et on ne peut que s'étonner de l'absence d'index onomastique dans un ouvrage historique en 1993. La langue est belle, mais les coquilles échappées à l'attention du réviseur gâchent à l'occasion le plaisir du lecteur. Que diable! quand on a un manuscrit de cette valeur, il faut que l'édition soit à la hauteur.

Qu'apporte l'ouvrage de Goulet à notre connaissance de l'histoire de la médecine au Canada français? À n'en pas douter, il s'agit d'une contribution centrale; l'histoire de la Faculté de médecine de l'Université de Montréal permet de mieux comprendre et articuler les unes aux autres l'histoire de la recherche biomédicale au Québec, dont l'essor a été phénoménal, l'histoire de la profession, l'histoire des institutions et même l'histoire de la pratique médicale. Ajouté aux travaux de Jacques BERNIER, sur la profession, d'Othmar KEEL, sur la santé publique, de Peter KEATING, sur la psychiatrie, de François ROUSSEAU et de Denis GOULET lui-même, sur les hôpitaux, l'ouvrage ouvre la voie à une histoire générale de la médecine au Canada français.

Raymond DUCHESNE

Télé-université.

Robert DALPÉ et Réjean LANDRY (dirs), *La politique technologique au Québec*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1993, 247 p.

La technologie, omniprésente dans les sociétés industrielles avancées, ne cesse de progresser et joue un rôle de plus en plus déterminant dans le développement économique. Rien de surprenant alors à ce que le changement technologique et l'innovation soient devenus au cours des dernières décennies un objet de préoccupation important pour l'État et qu'ils aient donné lieu à une intervention active de sa part dans le cadre d'une politique scientifique et technologique aux ramifications complexes et étendues. C'est de cette intervention que traitent Dalpé, Landry et leurs collaborateurs.

L'ouvrage comprend deux parties et sept chapitres, encadrés d'un texte d'introduction assez élaboré, d'une brève conclusion, d'une annexe sur les sources statistiques et de la bibliographie. Dans le texte d'introduction, Robert DALPÉ rappelle d'abord l'inévitable dimension politique de l'innovation technologique: elle apparaît tant dans la définition de la politique technologique que dans l'administration des programmes qui découlent des orientations politiques établies. Après avoir traité des principales caractéristiques de l'intervention publique dans le changement technologique, l'auteur analyse brièvement la politique technologique au Québec dans le cadre du fédéralisme canadien; celle-ci a influencé le gouvernement fédéral, a assuré le développement économique et politique de la province, a favorisé le développement de la science et a concurrencé les autres provinces.

La première partie comprend deux essais sur l'appropriation de la technologie dans le milieu industriel. Le premier est une adaptation et la mise à jour de plusieurs textes écrits par DE BRESSON (seul ou avec d'autres) réalisée par Robert DALPÉ et Normand SAWYER sous la supervision de DE BRESSON. Cette rétrospective montre entre autres que les entreprises canadiennes sont plus innovatrices qu'on ne l'a suggéré dans le passé. L'industrie québécoise